

**Les anciens de « 8200 », l'unité d'élite de Tsahal spécialisée dans le renseignement électronique, en juillet 2013, lors d'un stage d'aide à la création de start-up.**

ARALE GINTON/CACUTUS BA'AMAKIM



Tel-Aviv  
Envoyée spéciale

De prime abord, on ne devinerait pas forcément où Noa Levy est allée chercher la méthode et les outils pour lancer sa start-up consacrée à l'univers des tout-petits. En 2013, cette Israélienne de 37 ans a créé Rompr, un réseau social destiné aux parents désireux d'échanger astuces et bons plans, qui fleurit bon l'enfance, avec ses photos de bambins souriants et son graphisme aux couleurs pastel.

Pour mener à bien son projet, cette brune aux yeux pétillants a largement puisé dans son expérience personnelle. Pas tant celle de jeune maman que celle... d'ancienne recrue militaire de l'unité 8200.

L'« unité 8200 » ? Ce nom de code – Shmoné-Matayim en hébreu – désigne l'escouade d'élite de Tsahal, spécialisée dans le renseignement électronique.

Comme l'explique Noa Levy sur le ton de l'évidence : « Il y a beaucoup d'analogies entre ce qu'on vit là-bas et le fait de diriger une start-up : il faut être créatif dans un environnement où les défis se renouvellent chaque jour. Il faut savoir trier, analyser des centaines de données et leur trouver un sens. » Sous le soleil tiède de février, à la terrasse d'un café de Tel-Aviv, la fondatrice de Rompr conclut : « Après ça, on est rompu à la résolution de problèmes. »

Etonnant ? Pas tant que cela. L'unité la plus secrète de Tsahal – même l'identité de son commandement est gardée sous silence – s'est imposée comme une matrice à start-up dans un pays où le secteur high-tech s'est rarement si bien porté.

Consciente de cette aura, son association d'anciens a mis en place un incubateur maison pour épauler des créateurs d'entreprises innovantes. Le stage en est à sa quatrième édition et fait rêver des centaines de candidats.

Sélectionnés avec soin, dix-sept participants ont, cette année encore, le privilège de se voir ouvrir le fabuleux carnet d'adresses des « 8200 ». Parmi les ateliers au programme : comment définir au mieux son projet d'entreprise, lever des fonds, recruter une équipe...

Jeudi 13 février, après cinq journées marathon, les entrepreneurs en herbe devaient boucler le premier tiers de cette formation, qui s'achèvera en juillet par une grand-messe ouverte au public.

Le bilan des dernières années les pousse à l'optimisme : les trois quarts des soixante jeunes pousses passées par l'incubateur sont toujours en activité et font travailler plus de 270 personnes. Vingt-six ont réussi à lever des fonds, pour près de 40 millions de dollars (29,2 millions d'euros).

« Nous, les anciens de « 8200 », nous savons que nous avons bénéficié d'une expérience hors du commun grâce à laquelle beaucoup ont rejoint de très hauts postes une fois rendus à la vie civile, explique Yinon Glasner, le directeur de ce programme gratuit. Il est juste que nous permettions à d'autres d'en tirer profit. »

De fait, passer en revue la liste des alumni (anciens élèves) de l'unité, c'est un peu comme feuilleter le Who's Who de la high-tech locale. On ne compte plus les pépites fondées par les petits génies sortis de cette brigade de choc.

Les plus connues ? Check Point, lancée en 1993 par Gil Shwed, qui est devenue l'un des champions mondiaux de la sécurité informatique. Mais également Nice Systems (éditeur de logiciels de surveillance), Comverse (spécialiste des télécommunications) ou encore le fournis-

## Tsahal, l'école à start-up

Nombre de créateurs de sociétés en Israël se sont frottés aux technologies dans l'armée

**PASSER PAR UNE UNITÉ D'ÉLITE DE TSAHAL, C'EST UN PEU COMME FAIRE YALE, HARVARD OU POLYTECHNIQUE**

seur de solutions antifraude Trusteer, racheté à prix d'or par IBM à l'été 2013.

Comme l'a résumé un jour Yossi Vardi, le pape de la technologie israélienne, inventeur de la messagerie instantanée ICQ, « plus de millionnaires dans la high-tech sont issus de « 8200 » que de n'importe quelle école de commerce ».

En Israël, les liens qui unissent l'armée et l'innovation sont quasi fusionnels. Dans un pays où le service militaire est obligatoire (trois ans minimum pour les garçons, deux ans pour les filles) et qui affiche la plus forte concentration de sociétés technologiques du monde (une pour 2 000 personnes), la grande majorité des programmeurs ont fait leurs classes sous les drapeaux.

Les Israéliens aiment le souligner : passer par une unité d'élite de Tsahal, c'est un peu comme faire Yale, Harvard ou Polytechnique. Quand leurs homologues d'autres pays préparent leur entrée à l'université, les jeunes Israéliens se mettent en quatre pour intégrer le corps d'armée de leur choix.

Pour les plus prestigieux, la sélection est féroce. Ce n'est qu'au terme d'une série de tests que les meilleurs talents seront enrôlés par les unités commandos, l'armée de l'air, la division informatique Mamram ou la fameuse unité 8200, à qui l'on prête, entre autres, la mise au point du virus Stuxnet, destiné à saboter le programme nucléaire iranien.

Au quotidien, ces jeunes conscrits sont mis au contact des technologies les plus avancées. A 18 ou 19 ans, les voilà poussés

à diriger des équipes, prendre des risques, innover en situation de crise.

« Ces jeunes gens sont la crème de la crème. Et ils savent qu'ils ne sont pas là pour gagner de l'argent, mais pour des missions autrement plus délicates qui relèvent de la menace terroriste ou des risques de prolifération nucléaire », insiste Nir Lempert, président de l'Association des anciens « 8200 » et patron de Zap, les pages jaunes israéliennes sur Internet. « On apprend à nos recrues que le mot « impossible » n'existe pas. »

Lorsqu'ils se muent en entrepreneurs, ces cracks de l'informatique n'hésitent pas à recycler les technologies ultrasophistiquées expérimentées dans les casernes. Dans le domaine de la cybersécurité, mais pas seulement. La médecine de pointe, l'imagerie, les applications grand public profitent aussi de ces transferts technologiques.

En créant Any.do, une application de gestion d'agenda pour smartphones, Omer Perchik a décliné son savoir-faire militaire en matière de machine learning, l'apprentissage automatique des machines, un champ de l'intelligence artificielle.

« C'est l'avantage de l'armée par rapport à la meilleure des grandes écoles, affirme ce jeune homme de 29 ans sorti de Mamram, le centre informatique de Tsahal. Au lieu de passer des années sur la théorie, on apprend par la pratique, sur la base d'expériences concrètes. »

Aux yeux des recruteurs israéliens, le parcours militaire est un élément-clé. Les acteurs du capital-risque y sont aussi très

**« AU LIEU DE PASSER DES ANNÉES SUR LA THÉORIE, ON APPREND PAR LA PRATIQUE, SUR LA BASE D'EXPÉRIENCES CONCRÈTES »**

Omer Perchik  
créateur d'Any.do

attentifs. « Avant d'investir dans une société, je m'intéresse toujours à ce qu'ont fait ses dirigeants à l'armée, confie Edouard Cukierman, directeur du fonds Catalyst, à Tel-Aviv. Cela dit plus que n'importe quel entretien sur les aptitudes techniques et les qualités de leadership. »

Lorsqu'ils montent leur entreprise, les anciens conscrits ont un réflexe : se tourner vers leurs compagnons d'armes au moment de choisir un partenaire. « Je n'ai pas hésité une seconde », témoigne Dan Dubiner, 35 ans, qui a fait son service à Mamram.

Au téléphone depuis les Etats-Unis, où il s'apprête à lancer une société fondée sur le principe du crowdsourcing (production participative sur plateforme Internet), il raconte s'être spontanément associé à un camarade de son unité : « Je sais que c'est un travailleur acharné, on l'était tous à Mamram. »

Ce qui commence au stade de la start-up se poursuit souvent à mesure que les entreprises grossissent. Les organigrammes de certains groupes technologiques ressemblent à s'y méprendre à des associations d'anciens de l'armée. Au risque de la consanguinité et d'une forme d'exclusion ?

Une communauté reste pour l'instant majoritairement à l'écart de ces succès : celle des Arabes israéliens, qui représentent 20 % de la population de l'Etat hébreu. Exemptés de service militaire, ils n'ont pas accès à ce réseau jugé si précieux pour devenir un acteur de l'aventure high-tech israélienne. ■

MARIE DE VERGÈS

## Israël veut faire fructifier son savoir-faire en cybersécurité

Jérusalem  
Correspondance

Les rumeurs vont bon train. Quelle sera la prochaine multinationale à venir faire son marché en Israël pour renforcer son arsenal en matière de cyberdéfense ? Les spécialistes du secteur ont lancé les paris. Les uns évoquent le géant américain Microsoft qui, selon des sources citées par les médias locaux, réfléchirait à un « investissement majeur ». Les autres pointent Amazon : le leader mondial du commerce en ligne pourrait, murmure-t-on, procéder à une acquisition afin d'ouvrir un centre de recherche et développement (R & D) dans ce domaine stratégique.

Tous les fantasmes sont permis après la série de grosses opérations

qui ont marqué l'année 2013. En août, le groupe américain General Electric s'est ainsi intéressé pour la première fois à une start-up israélienne en investissant plusieurs millions de dollars dans le spécialiste des solutions de sécurité ThetaRay. Son homologue Cisco a, quant à lui, annoncé la création d'un incubateur destiné à faire émerger des jeunes pousses dans le champ de la cyberprotection.

**Tradition solidement ancrée**

Mais c'est surtout une autre entreprise américaine, IBM, qui a fait couler beaucoup d'encre en annonçant, à l'été 2013, le rachat de Trusteer, fournisseur de logiciels antifraude, pour plus de 600 millions de dollars (439 millions d'euros) !

La « start-up nation », baptisée

ainsi pour son maillage exceptionnel d'entreprises technologiques, rêve désormais de s'arroger le titre de « cybernation ».

Israël peut faire valoir une tradition solidement ancrée : depuis la création, il y a vingt ans, du champion de la sécurité informatique, Check Point, ses soldats d'élite reconvertis en ingénieurs high-tech sont passés maîtres en cyberprotection.

Un marché prometteur avec le développement du « cloud computing » (le stockage à distance des données), des téléphones intelligents et de l'Internet des objets.

La cyberindustrie israélienne compte quelque 200 entreprises et une vingtaine de centres de R & D, dont la moitié se sont lancés depuis 2010.

Selon le fonds de capital-risque JVP, en cinq ans, dix-huit multinationales ont dépensé 2,3 milliards de dollars pour acquérir des start-up israéliennes du secteur.

Le premier ministre Benyamin Nétanyahou a profité du Forum économique mondial de Davos (Suisse), au début de l'année, pour les encourager à aller encore plus loin. « Les centaines de sociétés qui se sont créées en Israël ces dernières années peuvent être vos partenaires », a-t-il insisté à la tribune.

Fin janvier, M. Nétanyahou a annoncé l'ouverture à Beer-Sheva, dans le Néguev, d'un complexe industriel consacré à la cybersécurité pour faire travailler ensemble chercheurs et entreprises locales et étrangères. ■

M.D.V.